

# COUVERTURE DE PRESSE

## La moitié du secteur public libanais ne tiendra pas plus d'un an

L'absentéisme atteint la barre des 80 % en moyenne dans les 70 administrations et institutions sondées.

OLJ / [Magaly ABOUD](#), le 17 juin 2022 à 00h00

C'est à l'occasion d'une journée de débat autour du thème « L'État : un choix incontournable » organisée dans ses locaux que l'institut Basil Fuleihan, rattaché au ministère des Finances, a présenté hier une nouvelle étude sur les dégâts provoqués par la crise que traverse le Liban se focalisant sur le secteur public. Intitulée « Enhancing Budget Transparency, Accountability and Inclusiveness in Lebanon-II », elle doit être publiée la semaine prochaine sur le site de l'institut. L'ambassadrice de France au Liban Anne Grillo, présente à la conférence, a confirmé, lors de son discours « qu'il n'y aura pas de Liban sans État n'en déplaise à ceux qui l'ont investi pour mieux le faire disparaître, ceux qui voudraient le mettre au pluriel pour mieux se l'approprier, et ceux qui voudraient le mettre aux enchères pour se rembourser de leurs propres errements. Ils se reconnaîtront, ils appartiennent au même syndicat de faillite ».

Les enseignements de l'étude, recueillis par le biais d'entretiens et de sondages, ont été présentés par l'économiste en chef et directrice de la coopération et des partenariats, Sabine Hatem, qui a participé aux travaux. En observant près de 70 institutions et administrations durant le dernier trimestre de 2021, les auteurs ont pu ainsi mesurer l'ampleur de l'effondrement du secteur public, grand pourvoyeur d'emplois avant la crise, mais qui est de plus en plus déserté en raison de la dépréciation des rémunérations au même rythme que la monnaie nationale (qui a perdu 95 % de sa valeur en près de 3 ans).

« À bout de souffle », plus de la moitié (54,5 %) des administrations et institutions du pays ont déclaré ne pas être en mesure de maintenir leurs services au-delà de 12 mois, avec les répercussions que cela implique en termes d'eau, d'électricité et de sécurité. Déjà, 53 % d'entre elles ont estimé ne pas avoir pu maintenir leur offre de services, en raison également de la situation délétère du matériel informatique.

De plus, les administrations et institutions font face à des « fuites de leurs talents », et en particulier les plus qualifiés comme les médecins, les enseignants, les ingénieurs et les informaticiens, rendant alors une éventuelle reprise économique plus difficile. Ainsi, 55,8 % des entités interrogées ont indiqué que les demandes de congé sans solde se sont multipliées. L'institut Basil Fuleihan précise que les démissions en série, l'absentéisme en hausse – atteignant 80 % en moyenne –, la perte du pouvoir d'achat et la migration des compétences sont des facteurs qui rendent difficile la gestion de la crise.



L'économiste en chef et directrice de la coopération et des partenariats au sein de l'institut Basil Fuleihan, Sabine Hatem, hier à la conférence à Beyrouth. Photo M.A.

### Défaillances en chaîne

L'institut met aussi la lumière sur le risque de réactions en chaîne provoquées par certaines défaillances. En ce qui concerne par exemple la commande publique, l'institut note que le manque de planification a « perturbé les cycles d'approvisionnement », avec plus de 50 % des institutions (52,3 %) qui ont partiellement respecté leurs plans d'achat, alors que 23,1 % n'ont même pas pris la peine de planifier leurs achats. Les contrôles internes et les audits externes de chaque administration et institution ne sont effectués que dans 21,4 % des cas.

Les problèmes de planification, combinés à la crise, se sont répercutés au niveau budgétaire, avec 53,8 % des entités sondées qui affirment avoir subi des coupes de plus de 20 % de leurs dépenses de fonctionnement. Sans oublier qu'en l'absence de budget 2021 et 2022 – le premier n'ayant pas été adopté par le Parlement, et le second toujours à l'étude par la commission des Finances et du Budget –, les administrations et les institutions publiques fonctionnent avec « moins de 10 % du budget 2020 (en raison de la dépréciation de la livre), alors que leurs besoins ont augmenté », a rappelé l'économiste en chef.

En l'absence de budget, l'État finance ses dépenses selon la règle du douzième provisoire, dictée par une interprétation très extensive de l'article 86 de la Constitution, dont les dirigeants avaient déjà abusé par le passé. Dans ce contexte, Sabine Hatem précise que seules 27 % des administrations et institutions publiques ont eu accès à un financement externe avec lequel elles ont pu combler une partie de leur manque de moyens. Autre conséquence de l'absence de planification : 24,5 % des administrations et institutions ont décidé ou se sont trouvées contraintes de recourir à des contrats de gré à gré pour leurs achats, se rabattant sur les offres disponibles au détriment de la concurrence.

Cette gestion chaotique de la commande publique a créé dans 67,7 % des cas des pénuries de certains biens « de première nécessité », comme le carburant ou encore le matériel informatique, et elle est en partie la cause d'une accumulation d'arriérés de paiement allant de 1 à 12 mois pour 55,3 % des institutions. Cette situation, cumulée au fait que les entreprises fournisseuses de biens ou services à l'État ont demandé à être payées en espèces, voire en devise, a poussé certaines entités à moins travailler avec le secteur privé, relève encore Sabine Hatem. Cette situation provoque aussi des problèmes au niveau des finances publiques, entre autres conséquences débattues au cours des échanges de la journée organisée par l'institut.

L'amélioration de la gouvernance et la lutte contre la corruption dans le secteur public sont deux axes de réforme exigés par le Fonds monétaire international à qui le Liban a sollicité une aide. Le FMI, qui a consenti à conclure un accord préliminaire le 7 juin, a prévu de dépêcher ses équipes dans un futur proche pour effectuer un diagnostic de la gouvernance dans le pays.

## RAPPORT

# La moitié du secteur public libanais ne tiendra pas plus d'un an

L'absentéisme atteint la barre des 80 % en moyenne dans les 70 administrations et institutions sondées.

Magaly ABOUD

C'est à l'occasion d'une journée de débat autour du thème « L'État : un choix incontournable » organisée dans ses locaux que l'Institut Basil Fuleihan, rattaché au ministère des Finances, a présenté hier une nouvelle étude sur les dégâts provoqués par la crise que traverse le Liban en se focalisant sur le secteur public. Intitulée « Enhancing Budget Transparency, Accountability and Inclusiveness in Lebanon-II » et réalisée en collaboration avec l'Unicef, elle doit être publiée la semaine prochaine sur le site de l'Institut.

Ses enseignements, recueillis par le biais d'entretiens et de sondages, ont été présentés par l'économiste en chef et directrice de la coopération et des partenariats, Sabine Hatem, qui a participé aux travaux. En observant près de 70 institutions et administrations durant le dernier trimestre de 2021, les auteurs ont pu ainsi mesurer l'ampleur de l'effondrement du secteur public, grand pourvoyeur d'emplois avant la crise, mais qui est de plus en plus déserté en raison de la dépréciation des rémunérations au même rythme que la monnaie nationale (qui a perdu 95 % de sa valeur en près de 3 ans).

« À bout de souffle », plus de la moitié (54,5 %) des administrations et institutions du pays ont déclaré ne pas être en mesure de maintenir leurs services au-delà de 12 mois, avec les répercussions que cela implique en termes d'eau, d'électricité et de sécuri-



Certaines infrastructures publiques sont délaissées depuis des années. Photo M.A.

té. Déjà, 53 % d'entre elles ont estimé ne pas avoir pu maintenir leur offre de services, en raison également de la situation défectueuse du matériel informatique.

De plus, les administrations et institutions font face à des « fuites de leurs talents », et en particulier les plus qualifiés comme les médecins, les enseignants, les ingénieurs et les informaticiens, rendant alors une éventuelle reprise économique plus difficile. Ainsi, 55,8 % des entités interrogées ont indiqué que les demandes de congé sans solde se sont multipliées. L'Institut Basil Fuleihan précise que les démissions en série, l'absentéisme en hausse – atteignant 80 % en moyenne –, la perte du pouvoir d'achat et la migration des compétences sont des facteurs qui rendent difficile la gestion de la crise.

### Défaillances en chaîne

L'Institut met aussi la lumière sur le risque de réactions en chaîne provoquées par certaines défaillances. En ce qui concerne par exemple la commande publique, l'Institut note

que le manque de planification a « perturbé les cycles d'approvisionnement », avec plus de 50 % des institutions (52,3 %) qui ont partiellement respecté leurs plans d'achat, alors que 23,1 % n'ont même pas pris la peine de planifier leurs achats. Les contrôles internes et les audits externes de chaque administration et institution ne sont effectués que dans 21,4 % des cas.

Les problèmes de planification, combinés à la crise, se sont répercutés au niveau budgétaire, avec 53,8 % des entités sondées qui affirment avoir subi des coupes de plus de 20 % de leurs dépenses de fonctionnement. Sans oublier qu'en l'absence de budget 2021 et 2022 – le premier n'ayant pas été adopté par le Parlement, et le second toujours à l'étude par la commission des Finances et du Budget –, les administrations et les institutions publiques fonctionnent avec « moins de 10 % du budget 2020 (en raison de la dépréciation de la livre), alors que leurs besoins ont augmenté », a rappelé l'économiste en chef.

En l'absence de budget, l'État finance ses dépenses selon la règle du douzième provisoire, dictée par une interprétation très extensive de l'article 86 de la Constitution, dont les dirigeants avaient déjà abusé par le passé. Dans ce contexte, Sabine Hatem précise que seules 27 % des administrations et institutions publiques ont eu accès à un financement externe avec lequel elles ont pu combler une partie de leur manque de moyens. Autre conséquence de l'absence de planification : 24,5 % des administrations et institutions ont décidé ou se sont trouvées contraintes de recourir à des contrats de gré à gré pour leurs achats, se rabattant sur les offres disponibles au détriment de la concurrence.

Cette gestion chaotique de la commande publique a créé dans 67,7 % des cas des pénuries de certains biens « de première nécessité », comme le carburant ou encore le matériel informatique, et elle est en partie la cause d'une accumulation d'arriérés de paiement allant de 1 à 12 mois pour 55,3 % des institutions. Cette situation, cumulée au fait que les entreprises fournisseuses de biens ou services à l'État ont demandé à être payées en espèces, voire en devise, a poussé certaines entités à moins travailler avec le secteur privé, relève encore Sabine Hatem. Cette situation provoque aussi des problèmes au niveau des finances publiques, entre autres conséquences débattues au cours des échanges de la journée organisée par l'Institut.

L'amélioration de la gouvernance et la lutte contre la corruption dans le secteur public sont deux axes de réforme exigés par le Fonds monétaire international à qui le Liban a sollicité une aide. Le FMI, qui a consenti à conclure un accord préliminaire le 7 juin, a prévu de dépêcher ses équipes dans un futur proche pour effectuer un diagnostic de la gouvernance dans le pays.

## MARCHÉ PUBLIC

<https://www.lorientlejour.com/article/1302912/la-moitie-du-secteur-public-libanais-ne-tiendra-pas-plus-dun-an.html>





## "لا خيار إلا الدولة القادرة" في معهد باسل فليحان

00:00 | 2022-06-17 المصدر: "النهار"



نظّم معهد باسل فليحان المالي والاقتصادي والسفارة الفرنسية في لبنان والمعهد الوطني الفرنسي للخدمة العامة) المعهد الوطني للإدارة ENA سابقاً (لقاء في في مبنى معهد باسل فليحان بعنوان "لا خيار إلا الدولة القادرة"، افتتحه السفيرة الفرنسية آن غريو، ومدير معهد باسل فليحان بالوكالة غسان الزعني. يندرج اللقاء في إطار استمرارية "لقاءات الكوادر العليا" التي ينظّمها معهد باسل فليحان المالي والاقتصادي والمعهد الوطني الفرنسي للإدارة وسفارة فرنسا في لبنان منذ العام 2010.

انطلق اللقاء من ملاحظتين مستمتتين من الواقع الراهن: يواجه لبنان منذ 3 اعوام أحداثاً وأزمات لا سابق لها، غير أنّ صعوبات تحول دون تأدية الخدمات العامة دورها كشبكة أمان للمجتمع، وهدف اللقاء إلى تبادل وجهات النظر حول مستقبل الخدمات العامة في لبنان واستكشاف أفضل السبل لإعادة التأكيد على محورية الدولة ومؤسساتها في ما يتعلّق بإدارة الأزمات وإيجاد حلول لها.

تطرّقت المداخلات إلى دور الدولة في لبنان وتاريخها ومستقبلها من خلال الطاولات المستديرة الأربعة التي تناول كلّ منها جانباً معيّناً من الموضوع: الدولة المأزومة: الوضع الراهن والآفاق المستقبلية، ما هي التجارب الدولية والتاريخية التي يمكن استلهامها للتفكير بعملية (إعادة) بناء الدولة في لبنان؟، الكوادر العليا في مواجهة الأزمة: إدارة شؤون الحاضر والتفكير في المستقبل، كيف يدعم شركاء التنمية بزوغ حوكمة عامّة جديدة؟

أظهرت النقاشات الحاجة إلى دولة لبنانية تؤكّد حضورها وتنقذ الإصلاحات الضرورية من أجل خدمة المواطنين بشكل أفضل، ذلك أن دعم الجهات المانحة الدولية لا يُراد له الحلّ مكان عمل الدولة ولا الاستمرار إلى ما لا نهاية. كما تمّ تسليط الضوء على أهمية اللامركزية بهدف تعزيز عمل الدولة على الصعيد المحلي، وتناول النقاش أيضاً التفاعلات بين الدولة والمجتمع المدني وتوزيع المهام في ما بينهما.

ومن أبرز المشاركين في الجلسات مدير الماليّة العامة جورج معزّاوي والممثلة المقيمة لبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي في لبنان ميلاني هاونستين، والبروفيسور جوزف مايبلا، ومستشارة وزير الماليّة لإصلاح الشراء العام لمياء المبيض بساط، والدكتور كريم بيطار، والدكتورة مريم كاتوس، والدكتورة منى فوّاز، والدكتورة تمارا الزين، والاساتذ بيار فرانس والسيدة أن صوفي دوكرو، ورئيس نادي القضاة القاضي فيصل مكّي، ومدير معهد الدروس الاستراتيجية في الجيش اللبناني سابقاً العميد الركن خالد حمادة، ورئيس مصلحة مياه الليطاني سامي علويّة، ورئيس بلدية منجر جورج يوسف، ومديرة البرامج في شبكة المنظمات العربية غير الحكومية للتنمية زهرة بزّي، إضافة إلى ممثلي الجهات الفرنسية فرانسوا دو ريكولفيس وجيل جونغران بيار، وممثل البنك الدولي الدكتور خليل جبارة.

جيوش الدول الفرنكوفونية، وهذا كله وعبرت أخيراً عن "التزام فرنسا بالوقوف أماناً" في هذه الميمنة.

### "لا خيار إلا الدولة القادرة" في معهد باسل فليحان

نظم معهد باسل فليحان المالي والاقتصادي والسفارة الفرنسية في لبنان والمعهد الوطني الفرنسي للخدمة العامة (المعهد الوطني للإدارة ENA سابقاً) لقاءً في في مبنى معهد باسل فليحان بعنوان "لا خيار إلا الدولة القادرة"، افتتحه السفير الفرنسي أن غريو، ومدير معهد باسل فليحان بالوكالة نسان الرزمني، يندرج اللقاء في إطار استمرارية "لقاءات الكوادر العليا" التي ينظمها معهد باسل فليحان المالي والاقتصادي والمعهد الوطني الفرنسي للإدارة وسفارة فرنسا في لبنان منذ العام 2010.

انطلق اللقاء من ملاحظتين مستمدتين من الواقع الراهن: يواجه لبنان منذ 3 أعوام أحداثاً وأزمات لا سابق لها، غير أنّ صمودات تحول دون تادية الخدمات العامة دورها كشبكة أمان للمجتمع، وهدف اللقاء إلى تبادل وجهات النظر حول مستقبل الخدمات العامة في لبنان واستكشاف أفضل السبل لإعادة التأكيد على محوريتة الدولة ومؤسستها في ما يتعلق بإدارة الأزمات وإيجاد حلول لها.

تطرقت المداخلات إلى دور الدولة في لبنان وتاريخها ومستقبلها من خلال الجداول المستديرة الأربعة التي تناول كل منها جانباً معيّناً من الموضوع: الدولة المعزومة: الوضع الراهن والآفاق المستقبلية، ما هي التجارب الدولية والتاريخية التي يمكن استلهاها للتفكير بعملية (إعادة) بناء الدولة في لبنان؟، الكوادر العليا في مواجهة الأزمة: إدارة شؤون الحاضر

والتفكير في المستقبل، كيف يدعم شركاء التنمية بزوغ حوكمة عانة جديدة؟ أظهرت النقاشات الحاجة إلى دولة لبنانية تؤكّد حضورها وتنقذ الإصلاحات الضرورية من أجل خدمة المواطنين بشكل أفضل، ذلك أن دعم الجهات المانحة الدولية لا يُراد له الحلّ مكان عمل الدولة ولا الاستمرار إلى ما لا نهاية. كما تمّ تسليط الضوء على أهمية اللامركزية بهدف تعزيز عمل الدولة على الصعيد المحلي، وتناول النقاش أيضاً التفاعلات بين الدولة والمجتمع المدني وتوزيع المهام في ما بينهما.

ومن أبرز المشاركين في الجلسات مدير الماليّة العامة جورج معزّاوي والممثلة المقيمة لبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي في لبنان ميلاني هاونستين، والبروفيسور جوزف مايبلا، ومستشارة وزير الماليّة لإصلاح الشراء العام لمياء المبيض بساط، والدكتور كريم بيطار، والدكتورة مريم كاتوس، والدكتورة منى فوّاز، والدكتورة تمارا الزين، والاساتذ بيار فرانس والسيدة أن صوفي دوكرو، ورئيس نادي القضاة القاضي فيصل مكّي، ومدير معهد الدروس الاستراتيجية في الجيش اللبناني سابقاً العميد الركن خالد حمادة، ورئيس مصلحة مياه الليطاني سامي علويّة، ورئيس بلدية منجر جورج يوسف، ومديرة البرامج في شبكة المنظمات العربية غير الحكومية للتنمية زهرة بزّي، إضافة إلى ممثلي الجهات الفرنسية فرانسوا دو ريكولفيس وجيل جونغران بيار، وممثل البنك الدولي الدكتور خليل جبارة.

<https://www.annahar.com/arabic/section/76-%D8%B3%D9%8A%D8%A7%D8%B3%D8%A9/16062022052655030>

## غريو: مستقبل لبنان يمرّ عبر "إعادة بناء الدولة"... وفرنسا مستعدة للدعم ولكن!

2022-06-16 | 18:00 المصدر: "النهار"



أكدت السفيرة الفرنسية #آن غريو أن "ثمة قناعة ثابتة، مستقبل لبنان يمرّ عبر (إعادة) بناء دولة تكون بخدمة اللبنانيين الذين يُعاملون كمواطنين مُتساوين".

وشدّدت على أن "#فرنسا، شأنها شأن المجتمع الدولي بأسره، مستعدة لدعم الدولة في لبنان ومؤسساتها، ولكن لذلك شروط محدّدة، إذ إنه لا يجوز أن يتمّ تأخير الإصلاحات المنتظرة بعد الآن".

كلام السفيرة الفرنسية جاء خلال الإفتتاح المخصّص للنقاش حول موضوع "لا خيار إلا الدولة القادرة" في معهد باسل فليحان بالشراكة مع المعهد الوطني الفرنسي للخدمة العامة وسفارة فرنسا في لبنان.

<https://www.annahar.com/arabic/section/76-%D8%B3%D9%8A%D8%A7%D8%B3%D8%A9/16062022030845481>



## انهيار القطاع العام: قوى السلطة تتفرّج

سياسة - تقرير ندى أيوب - الجمعة 17 حزيران 2022

انعكست الأزمة في الإدارات والمؤسسات العامة، فباتت غير قادرة على التشغيل وتعاني من نزف الخبرات. هي أصلاً مؤسسات مترهلة ويتركز فيها العامل السياسي بالطانفي بالمحسوبيات والرشوة، إلا أن هذا لا يعني أنها لم تكن تقوم بأي جهد، وأنه لم يكن فيها كوادر بشرية مؤهلة لقيادتها. بحسب استطلاع أعدّه معهد باسل فليحان، فإن 41.5% من المؤسسات العامة كانت عاجزة عن التكيف، وأن 62% من المديرين العامين أشاروا إلى أن فقدان الحافز وانخفاض مستوى الأداء هما تحديان رئيسيان في وجه التغيير وتطوير القطاع العام. والمشكلة الأبرز التي تواجه القطاع العام، أن السلطة السياسية امتنعت عن تصحيح أجور موظفيها ودفعتهم نحو الهجرة.



(هيثم الموسوي)

بحسب الاستطلاع الذي عرض أمس في حلقة حوارية في معهد باسل فليحان بعنوان «لا خيار إلا الدولة القوية»، تبين أن 54% من المؤسسات العامة عانت من خفوضات في موازنتها تراوحت بين 10% و20% في عام 2021، وتمكنت 17% فقط من المؤسسات من تعديل خطط عملها بما يتناسب مع تعقيدات الوضع الراهن، ووضع بدائل تهدف إلى ضمان الحد الأدنى من الأداء. لكن 41.5% منها رأت أنها كانت عاجزة عن التكيف، مقابل 18.8% صرّحت بأنها كانت مجهزة ومستعدة للعمل عن بعد. وأخيراً استطاعت ثلث هذه المؤسسات إنشاء خدمات إضافية للاستجابة للأزمة. هذه الأرقام تثير الشكوك حول الوسائل والأساليب التي اعتادت الكوادر العليا في القطاع العام

اللجوء إليها. إذ وقعت هذه الكوادر في فخ جعلها خاضعة تماماً للقوى السياسية وعاجزة في الوقت نفسه عن التشغيل. في تحليل ونقاش تأثير الأزمة في سياق إعادة شرعية السلطة العامة والتحديات المتصلة بها، ثمة فكرة تشير إلى أن تفادي الوصول إلى انهيار المؤسسات العامة بشكل كامل يحتاج إلى تأمين مصادر تمويل. في هذا السياق يستعيد المدير العام للمالية بالتكليف، جورج معراوي، الرواية الرسمية للحلّ والتي تحصر المعالجة «بموازنة متوازنة، ما يتطلب الإصلاح الضريبي لتعزيز الإيرادات». يتفاءل معراوي بخطة النهوض التي على أساسها تتفاوض الحكومة مع صندوق النقد الدولي، إلا أن ما يفوته هو أن الإصلاح الضريبي إجراء ناقص طالما أنه ليس ضمن رؤية واضحة وشاملة يكون أساسها وقف نزيف الكوادر وتصحيح الأجور.

ويثير مدير عام مصلحة الليطاني سامي علوية، فكرة «الإدارة الصحيحة ووجوب تغيير الذهنية الحاكمة بالنظر إلى القطاع العام والتعاطي الإنساني مع موظفيه». قد تزيد الضرائب وارادات الدولة، وحكماً سنترك تأثيراتها في الطبقات الأكثر هشاشة بما أنها لا تطاول ثروات القلة، لكنها حتماً لن تنتشل القطاع العام من تحلله وتفثته. وهو يحتاج إلى سلطة سياسية تأخذ القرارات الصائبة و«مدراء جريئين يفكرون من خارج الصندوق ويتحررون من بعض القيود الإدارية.»

## 41.5% من المؤسسات العامة عاجزة عن التكيف

أظهرت النقاشات الحاجة إلى دولة لبنانية تؤكد حضورها وتنقذ الإصلاحات الضرورية من أجل خدمة المواطنين بشكل أفضل، ذلك أن دعم الجهات المانحة الدولية لا يُراد لها الحلول مكان عمل الدولة ولا الاستمرار إلى ما لا نهاية. على صعيد الإصلاحات، كثر الحديث عن تطبيق القوانين الإصلاحية وتفعيل دور الجهات الرقابية، علماً بأن البيانات الوزارية جميعها تتبنى الفكرة من دون تطبيق فعلي. الأصعب من ذلك هو تقليص حجم القطاع العام المتختم نتيجة التوظيف السياسي.

وبما أنه لا يمكن للدولة أن تقوم من دون مؤسسة القضاء القادرة على إعادة شرعية الدولة في عيون مواطنيها، انتقد بعض الحاضرين دور السلطة القضائية. وفي مداخلته طالب نائب القوات جورج عقيص القضاء بـ«سجن متورّط واحد لتصبح إضرابات القضاء وطلباته شرعية». تناسى عقيص أن رفع يد السياسة عن القضاء وتشكيلاته، هو مدخل للإصلاح، لا سيما على صعيد التعيينات في المراكز الأولى التي بيدها اتخاذ قرارات شجاعة. وقبل ذلك إعادة النظر بالقوانين التي تشجّع على الإفلات من العقاب كتلك المتعلقة بالسرية المصرفية والحصانات مقابل عدم تطبيق القوانين الإصلاحية.

<https://al-akhbar.com/Politics/339272>

## غريو: فرنسا مستعدة لدعم الدولة في لبنان ومؤسساتها ولكن ضمن شروط محدّدة



أكدت السفيرة الفرنسية آن غريو خلال افتتاح اليوم المخصّص للنقاش حول موضوع "لا خيار إلا الدولة القادرة" في معهد باسل فليحان بالشراكة مع المعهد الوطني الفرنسي للخدمة العامة وسفارة فرنسا في لبنان، أنه ثمة قناعة ثابتة وهي أن مستقبل لبنان يمرّ عبر إعادة بناء دولة تكون بخدمة اللبنانيين الذين يُعاملون كمواطنين مُساويين.

واضافت: "فرنسا، شأنها شأن المجتمع الدولي بأسره، مستعدة لدعم الدولة في لبنان ومؤسساتها، ولكن لذلك شروط محدّدة، إذ إنه لا يجوز أن يتمّ تأخير الإصلاحات المنتظرة بعد الآن."

<https://www.lbcgroup.tv/news/d/lebanon/651237/%D8%BA%D8%B1%D9%8A%D9%88-%D9%81%D8%B1%D9%86%D8%B3%D8%A7-%D9%85%D8%B3%D8%AA%D8%B9%D8%AF%D8%A9-%D9%84%D8%AF%D8%B9%D9%85-%D8%A7%D9%84%D8%AF%D9%88%D9%84%D8%A9-%D9%81%D9%8A-%D9%84%D8%A8%D9%86%D8%A7%D9%86-%D9%88%D9%85%D8%A4%D8%B3%D8%B3%D8%A7%D8%AA%D9%87%D8%A7-%D9%88/ar>

## السفيرة الفرنسية: مستعدون كما المجتمع الدولي لدعم دولة ومؤسسات لبنان بشروط عدم تأخير الإصلاحات

الخميس 16 حزيران 2022 23:30 سياسة

افتتحت السفارة الفرنسية في **بيروت أن غريو**، بحسب ما ذكرت على صفحتها في وسائل التواصل الاجتماعي، "اليوم المخصّص للنقاش حول موضوع "لا خيار إلا **الدولة** القادرة" في **معهد باسل فليحان** بالشراكة مع المعهد الوطني الفرنسي للخدمة العامة وسفارة **فرنسا** في **لبنان**."

ولفتت في تصريحها الى أنه "ثمّة فناعة ثابتة: مستقبل لبنان يمرّ عبر (إعادة) بناء دولة تكون بخدمة اللبنانيين الذين يُعاملون كمواطنين مُتساوين."

وتابعت: "فرنسا، شأنها شأن المجتمع الدولي بأسره، مستعدّة لدعم الدولة في لبنان ومؤسساتها، ولكن لذلك شروط محدّدة، إذ إنه لا يجوز أن يتمّ تأخير الإصلاحات المنتظرة بعد الآن."

<https://www.elnashra.com/news/show/1575459/%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%81%D9%8A%D8%B1%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%81%D8%B1%D9%86%D8%B3%D9%8A%D8%A9-%D9%85%D8%B3%D8%AA%D8%B9%D8%AF%D9%88%D9%86-%D9%83%D9%85%D8%A7-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AC%D8%AA%D9%85%D8%B9-%D8%A7%D9%84%D8%AF%D9%88%D9%84%D9%8AC2%A0%D9%84%D8%AF%D8%B9%D9%85-%D8%AF>



LIBAN

## Anne Grillo dénonce " un syndic de faillite au Liban "



L'ambassadrice de France Anne Grillo a plaidé pour la réédification d'un État fort au [Liban](#) et la réalisation rapide de réformes, en critiquant vivement mais sans les nommer les forces politiques qui œuvrent dans le sens opposé.

"Il n'y aura pas de Liban sans État n'en déplaise à ceux qui l'ont investi pour mieux le faire disparaître, ceux qui voudraient le mettre au pluriel pour mieux se l'approprier, et ceux qui voudraient le mettre aux enchères pour se rembourser de leurs propres errements. Ils se reconnaîtront, ils appartiennent au même syndic de faillite", a martelé Mme Grillo lors d'un séminaire qui a été organisé jeudi à l'Institut des Finances Bassel Fleyhane sur le thème "l'État incontournable"

Ce séminaire s'inscrit dans la continuité des "Rencontres des cadres dirigeants", organisées depuis 2010 par l'Institut des Finances Bassel Fleyhane, l'ambassade de France au Liban et l'Institut national du service public (INSP, ex-ENA) français. Il est chargé "d'échanger sur l'avenir des services publics au Liban, et d'explorer comment réaffirmer la centralité de l'État et de ses institutions en matière de gestion et de sortie de crise". Les participants se sont "interrogés sur le rôle, l'histoire et l'avenir de l'État au Liban".

Les débats ont été inaugurés conjointement par l'ambassadrice Anne Grillo et le directeur par interim de l'Institut des Finances, Ghassan Zeeny. Au nombre des intervenants, des hauts fonctionnaires libanais, chercheurs, militaires, magistrats, élus locaux, bailleurs internationaux, etc.

Quatre tables rondes ont eu lieu jeudi. Elles ont permis de souligner "le besoin d'affirmation d'un État libanais qui se réforme pour être davantage au service des populations; le soutien des bailleurs internationaux n'ayant pas vocation à se substituer à l'action de l'État, ni à durer

éternellement; l'importance de la décentralisation, pour renforcer l'action de l'État au niveau local ; et les interactions et la répartition des missions entre l'État et la société civile".

Dans son allocution, Mme Grillo a fait valoir qu'elle a vu dans le titre de cette conférence, "un parti-pris assumé, celui de poser le sujet comme une affirmation forte, une revendication". Elle a souligné qu'elle rejoint les organisateurs pleinement dans leur choix. Et d'ajouter: "Préserver l'État libanais, parfois malgré lui, pour les Libanais. Tel est le sens et l'objectif de notre action renouvelée depuis le 4 août 2020".

L'ambassadrice a souligné qu'"il appartient aujourd'hui aux Libanais dans un futur proche de définir un contrat social qui inclura ce qu'ils attendent d'un État et tout, aussi important, ce dont ils ne veulent pas".

### **Des réformes nécessaires**

Mme Grillo a affirmé refuser que l'assistance internationale devienne "une norme, ou pire, une rente" et que l'action de la communauté internationale ne soit, "in fine, un facteur d'éviction de l'action nationale". Elle a donc rappelé que "les partenaires du Liban, au premier rang desquels la France, n'attendent qu'une chose, c'est de pouvoir le soutenir de façon structurante, et pas seulement dans une réponse d'urgence", insistant sur la nécessité pour le Liban d'opérer des "réformes structurelles" et d'adopter "des mesures incontournables au redressement du pays, notamment celles liées à la mise en œuvre d'un accord avec le Fonds monétaire international". Pour Anne Grillo, "cet accord est la seule option pouvant simultanément apporter des financements à l'État et aux institutions publiques et permettre un assainissement durable du système".

La diplomate a ensuite réaffirmé que la France continuera d'accompagner le Liban "pour poser les bases d'un État au service des Libanais". "C'est le sens de notre soutien à l'aboutissement des réformes de bonne gouvernance économique et financière, comme sur la commande publique", a-t-elle dit.

Et Anne Grillo de conclure: "Préserver les acquis de développement, faire en sorte que l'État joue son rôle et remplisse ses missions de fourniture de service public aux Libanais, c'est enfin ce que nous recherchons quand nous soutenons le secteur de l'eau et de l'assainissement, le secteur de la santé ou encore celui de l'éducation".

Après la conférence, Anne Grillo a écrit sur son compte Twitter que "la France, comme l'ensemble de la communauté internationale, est prête à soutenir l'État et ses institutions au Liban, mais que les réformes attendues ne doivent plus être retardées".

[https://icibeyrouth.com/liban/85770?fbclid=IwAR1hHqhPml-9ywrcUvZUPyRSzh5bhNtt\\_6M2p12W10nY7mPOIk9MbvH6zXo](https://icibeyrouth.com/liban/85770?fbclid=IwAR1hHqhPml-9ywrcUvZUPyRSzh5bhNtt_6M2p12W10nY7mPOIk9MbvH6zXo)

## معهد باسل فليحان- وزارة المالية يحذر من انفراط ادارات الدولة بعد 12 شهرا

نظم معهد باسل فليحان المالي والاقتصادي -وزارة المالية ورشة تفكير ودراسة ونقاش بشأن واقع الادارات العامة المأزوم.  
الجمعة ١٧ يونيو ٢٠٢٢



فتح معهد باسل فليحان المالي والاقتصادي – وزارة المالية النقاش عميقا في مسار الادارة العامة تحت عنوان: " لا خيار الا الدولة القادرة".

اغتنى النقاش بمدخلات لشخصيات من آفاق مختلفة، من بينهم نواب واكاديميون وباحثون ومسؤولون رسميون لبنانيون رفيعو المستوى وباحثون وعسكريون وقضاة ومنتخبون محليون وجهات مانحة دولية وسواهم.



وتطرقت المداخلات إلى دور الدولة في لبنان وتاريخها ومستقبلها من خلال الطاولات المستديرة الأربعة التي تناول كل منها جانباً معيناً من الموضوع .

- الدولة المأزومة: الوضع الراهن والأفاق المستقبلية
- ما هي التجارب الدولية والتاريخية التي يمكن استلهاها للتفكير بعملية (إعادة) بناء الدولة في لبنان؟
- الكوادر العليا في مواجهة الأزمة: إدارة شؤون الحاضر والتفكير في المستقبل
- كيف يدعم شركاء التنمية بزوغ حوكمة عامّة جديدة؟

وفي كل النقاشات طافت الأزمة الاقتصادية الخانقة على السطح خصوصا في الأضرار التي أصابت القطاع العام .

بدا معهد باسل فليحان- وزارة المالية بقيادة السيدة لميا مبيض بساط وفريق عملها يتقدمه الأستاذ غسان الزعني، متماسكا في الاعداد والتنظيم وتخطي "المطبات السياسية" في دعوة المتحاورين كرجال اختصاص ، إن في التشريع النيابي، أو النشاط الأهلي، أو الموقع الدبلوماسي.

انطلق النقاش من أرضية صلبة تمثلت في دراسة جديدة تناولت الأضرار التي سببتها الأزمة في لبنان مع التركيز على القطاع العام، وحملت عنوان "تعزيز شفافية الموازنة والمساءلة والشمول في لبنان ..."

أنتج المعهد هذه الدراسة القيمة بالتعاون مع اليونيسف، ومن المقرر نشرها الأسبوع المقبل على موقع المعهد.

قدمت هذه الدراسة المجموعة من خلال المقابلات والدراسات الاستقصائية، كبيرة الاقتصاديين ومديرة التعاون والشراكات سابين حاتم، التي شاركت في

العمل، من خلال مراقبة ما يقرب من 70 مؤسسة وإدارة خلال الربع الأخير من عام 2021، تمكن المؤلفون من قياس مدى انهيار القطاع العام، الذي كان مزوداً رئيسياً للوظائف قبل الأزمة، ولكنه أصبح مهجوراً بشكل متزايد بسبب انخفاض قيمة رواتب العاملين فيه.

أهمية مؤتمر معهد باسل فليحان أنه أطلق صفارة الإنذار التي تتمثل في أن إدارات الدولة ومؤسساتها (معظمها) لا تقدر على الاستمرار في خدماتها أكثر من 12 شهراً (سنة) مع ما يترتب على ذلك من تداعيات على البنى التحتية (المياه والكهرباء والاتصالات...) والأمن.

تواجه الإدارات والمؤسسات "استنزافاً لمواهبها"، خصوصاً الأكثر تأهيلاً مثل الأطباء والمعلمين والمهندسين وعلماء الكمبيوتر، مما يجعل التعافي الاقتصادي المحتمل أكثر صعوبة.

يشير معهد باسل فليحان إلى أن سلسلة الاستقالات، وارتفاع نسبة الغياب - التي تصل إلى 80٪ في المتوسط - وفقدان القوة الشرائية وهجرة المهارات هي عوامل تجعل من الصعب إدارة الأزمة.

ويشير المعهد إلى مطبات أخرى خطيرة، تتناول مشاكل التخطيط المقترنة بالأزمة العامة، و تداعيات الميزانية حيث ادعى 53.8٪ من الكيانات التي شملها الاستطلاع أنها عانت من تخفيضات تزيد عن 20٪ في نفقاتها التشغيلية من دون أن ننسى أنه في غياب ميزانية 2021 و 2022 - الأولى لم يعتمدها البرلمان، والثانية لا تزال قيد الدراسة من قبل لجنة المالية والميزانية - تعمل الإدارات والمؤسسات العامة بأقل من 10٪ في العام 2020، بينما زادت احتياجات إدارات الدولة للتمويل مع التضخم واعتماد القاعدة الاثني عشرية المؤقتة التي خلقت فوضى في المشتريات العامة ما جعل إدارات الدولة تعاني من مشاكل لوجستية متعددة مثل الافتقار للوقود والكمبيوتر ...

هذه الفوضى في إدارة المشتريات أو الصرف، أوجدت نقصاً في الأداء العام، فتراكمت المتأخرات، وارتفع منسوب "الفراغ".

يعرض المعهد في دراسته، وفي مسار النقاشات التي دعا إليها من موقعه، حلولاً تنطلق من واقع مرير تعانیه الدولة، وكم كان المعهد جريئاً في وضعه الاصبع على الجرح من دون التعامي عن واقع الأمراض كمدخل لوصف العلاجات.



فريق عمل معهد باسل فليحان مع مديرته العامة السيدة لميا مبيض بساط...



<https://www.lebanontab.com/ar/85185/%D9%85%D8%B9%D9%87%D8%AF-%D8%A8%D8%A7%D8%B3%D9%84-%D9%81%D9%84%D9%8A%D8%AD%D8%A7%D9%86-%D9%88%D8%B2%D8%A7%D8%B1%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%A7%D9%84%D9%8A%D8%A9-%D9%8A%D8%AD%D8%B0%D8%B1-%D9%85%D9%86-%D8%A7%D9%86%D9%81%D8%B1%D8%A7%D8%B7-%D8%A7%D8%AF%D8%A7%D8%B1%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D8%AF%D9%88%D9%84%D8%A9-%D8%A8%D8%B9%D8%AF-12%D8%B4%D9%87%D8%B1%D8%A7>